

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Chronique, Éolien & Sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 13 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 avril 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PremEster

3 rue Auguste Lambiotte

58700 PRÉMERY

Références : 220529

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2022 dans l'établissement PremEster, implanté 3 rue Auguste Lambiotte 58700 PRÉMERY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection, non programmée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, fait suite à l'instruction du dossier de l'exploitant concerné par la directive IED (directive relative aux émissions industrielles), l'objectif étant d'analyser les performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport aux meilleures techniques disponibles du BREF LVOC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PremEster
- 3 rue Auguste Lambiotte 58700 PRÉMERY
- Code AIOT dans GUN : 0025100048
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

PremEster, implanté 3 Rue Auguste Lambiotte à PRÉMERY dans la Nièvre, est spécialisé dans la production industrielle de biocarburants à partir de graisses animales et d'huiles alimentaires usagées.

Les installations classées du site sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2010-P-2060 du 9 août 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques : eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/08/2010, article 4.3.9.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plans des réseaux	Arrêté Préfectoral du 09/08/2010, article 4.2.2	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le...	Arrêté Préfectoral du 09/08/2010, article 4.3.9.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement rejette, à des débits importants, une quantité de polluants non-conforme.
L'établissement est implanté à proximité de l'ancien site Lambiotte. La pollution historique du site pourrait être à l'origine des polluants retrouvés dans les eaux pluviales de ruissellement du PremEster.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plans des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plans des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),- les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteur,...),- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Lors de la présente inspection, l'exploitant présente le plan des réseaux de l'établissement. Le plan n'est pas à jour et manque d'exhaustivité. Le 07/04/2022 l'exploitant a envoyé le plan actualisé et complété.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2010, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le...
Prescription contrôlée : Le rejet direct dans le milieu naturel d'eau issue du procédé de production d'ester méthylique d'huiles végétales (biocarburants et/ou biolubrifiants) à partir d'huiles végétales neuves, recyclées ou usagées est interdit. Les eaux résiduaires récupérées dans les lagunes et rejetées dans le milieu récepteur (rivière Nièvre d'Arzembouy) doivent respecter les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies ; le débit de rejet de ces eaux étant limité à : 20 m ³ /j en moyenne sur 350 jours, 7 000 m ³ /an. - Paramètres : Matières en suspension : Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés (mg/l) : 100 - Flux limite journalier moyen (kg/j) : 2 - Flux limite annuel (kg/an) : 700 ; - Paramètres : Demande chimique en oxygène : Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés (mg/l) : 300 - Flux limite journalier moyen (kg/j) : 6 - Flux limite annuel (kg/an) : 2 100 ; - Paramètres : Demande biochimique en oxygène : Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés (mg/l) : 300 - Flux limite journalier moyen (kg/j) : 6 - Flux limite annuel (kg/an) : 2 100 ; - Paramètres : Hydrocarbures totaux : Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés (mg/l) : 5 - Flux limite journalier moyen (kg/j) : 0,1 - Flux limite annuel (kg/an) : 35 ; - Paramètres : Phosphore total (PT) : Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés (mg/l) : 7 - Flux limite journalier moyen (kg/j) : 0,14 - Flux limite annuel (kg/an) : 49 ; - Paramètres : Indice phéno : Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés (mg/l) : 0,3 (si le flux est supérieur à 3 g/j) - Flux limite journalier moyen (kg/j) : 0,006 - Flux limite annuel (kg/an) : 2,1 ; - Paramètres : Chrome et ses composés : Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés (mg/l) : 0,5 (si le flux est supérieur à 5 g/j) - Flux limite journalier moyen (kg/j) : 0,01 - Flux limite annuel (kg/an) : 3,5 ; - Paramètres : Nickel et ses composés : Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés (mg/l) : 0,5 (si le flux est supérieur à 5 g/j) - Flux limite journalier moyen (kg/j) : 0,01 - Flux limite annuel (kg/an) : 3,5. Ces valeurs sont basées sur un débit journalier de 20 m ³ . Tout dépassement doit être corrélé à une justification des valeurs de débits de rejets. Les valeurs limites prescrites dans le tableau précédent seront revues par l'inspection des installations classées après le démantèlement et la réhabilitation de la friche industrielle Lambiotte et l'arrêt de la collecte et du traitement des eaux pluviales issues de cette friche dans les installations de l'exploitant. Constats : Lors de la présente inspection, l'exploitant indique produire en circuit fermé et ne plus rejeter d'eau résiduaire. Le point de rejet n°1 n'est plus utilisé. Cependant, les déclarations GIDAF (auto-surveillances) et les derniers rapports de contrôles inopinés sont localisés au rejet n°1. De surcroît, les substances recherchées ainsi que les concentrations maximales correspondent à l'article 4.3.9.1, relatif aux valeurs limites d'émission des eaux résiduaires. Selon l'exploitant, ledit rejet est en réalité les eaux pluviales et l'appellation « rejet n°1 » est une erreur. Le plan des réseaux présenté par l'exploitant confirme que le rejet R1 est le rejet des eaux pluviales. L'exploitant doit justifier, afin d'éviter toute confusion à l'avenir, renommer le point de rejet des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2010, article 4.3.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. - Paramètre : Demande chimique en oxygène (DCO) : Concentration maximale : 50 mg/l - Paramètre : Matières en suspension (MES) : Concentration maximale : 50 mg/l - Paramètre : Hydrocarbures totaux : Concentration maximale : 5 mg/l
Constats : Comme indiqué dans la non-conformité précédente, pour les contrôles réalisés par l'exploitant, les substances recherchées ainsi que les concentrations maximales correspondent à l'article 4.3.9.1, relatif aux valeurs limites d'émission des eaux résiduaires. En considérant que le point de rejet R1 correspond aux eaux pluviales, l'établissement enregistre des dépassements fréquents en DCO avec une valeur moyenne de rejet pour le mois de janvier de 122 mg/l. De plus, concernant les MES, certains dépassements sont enregistrés, comme par exemple pour le lundi 07/01 avec une valeur de 77 mg/l. En outre, un certain nombre d'autres polluants sont retrouvés dans les eaux pluviales (Nickel, Chrome et Phosphore). La concentration de polluants corrélée à un débit de rejet important (148 m ³ /J en moyenne sur le mois de janvier) entraîne une pollution du milieu récepteur. L'exploitant doit entreprendre une démarche de régularisation. L'inspection proposera un arrêté préfectoral complémentaire encadrant les rejets aqueux en tenant compte de l'évolution de la réglementation. L'instruction nécessitera des échanges avec l'exploitant dans les semaines à venir afin de valider les propositions de valeurs limites d'émission en concentration et en flux, assurant une cohérence avec les niveaux d'émission de référence. In fine, l'objectif est de s'assurer que les impacts des rejets futurs ne conduisent pas à la dégradation de l'état d'une masse d'eau sur l'ensemble des paramètres concernés, et qu'ils ne sont pas un frein à la reconquête du bon état de cette masse d'eau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet